

Être journaliste

Ce fil d'un ami journaliste ne m'était pas directement adressé. Il était une réponse destinée à une autre personne et m'est arrivé au titre de ses contacts. Le journaliste en question fait partie de ces nombreux professionnels politiquement incorrects laissés au bord de la route parce qu'on leur a fait comprendre, un jour, qu'ils n'étaient plus dans l'air du temps, ou plutôt en phase avec l'idéologie dominante. Comme beaucoup, il a dû exercer son métier chichement en animant sans la moindre subvention un magazine régional aux limites de la survie, puis il deviendra rédacteur en chef d'un gratuit à gros tirage. C'est le cri d'un professionnel n'acceptant pas de se coucher devant les puissances d'argent qui se sont emparées de la presse française comme d'une boîte de résonance faisant entendre que ce qu'ils veulent entendre, et la font payer par les annonceurs, non pas en raison d'une clientèle potentielle ciblée, mais en fonction de l'idéologie ambiante ; puis comme la publicité se raréfie, les lecteurs aussi, et pas seulement à cause d'internet, c'est sans complexe que ces puissances d'argent se tournent vers l'État en dégainant l'argument imparable : si vous voulez qu'on vous soutienne aux élections, envoyez la soudure ! Et le contribuable, comme l'indique son nom, a été mis à contribution, une autre forme de racket, que cela lui plaise ou non : on se passera, c'est une habitude, de l'avis du citoyen. Le fil en question :

« Mon point de vue de journaliste :

C'est le bal des faux-culs.

— La liberté de la presse n'a JAMAIS existé

— Tous ces canards, qui se gavent de pub, ne tiennent qu'avec les subventions énormes de l'État [républicain, pour préciser].

— Pendant des années, la dégradation du statut de journaliste professionnel (salaires, conditions d'obtention de la carte, avantages fiscaux, statut des pigistes, etc.) n'a ému ni les syndicats, ni les « grands professionnels » de la PQR...

— Tout ce beau monde a largement (et sans broncher) aidé à élire puis réélire le Puceau Magnifique [ou le psychopathe de l'Élysée]

— Ces journalistes sont issus, pour la plupart, de milieux aisés : le niveau du concours d'entrée dans les écoles de journalisme (coûteuses !) est passé il y a 20 ans, à BAC+3, donc, en réalité, à BAC+5. Ce qui, outre le fait de coûter un bras, implique d'obtenir un diplôme de journalisme après 8 ans d'études minimum : une sélection par l'argent. Mais encore faut-il trouver les « bons stages » d'étudiants qui mènent aux « bons boulots » ensuite. En commençant la carrière, le journaliste est « stagiaire » (à nouveau) trois ans avec une carte de presse qui ne lui donne droit à aucun avantage particulier. Les 3 à 5 ans d'études préalables à l'entrée en école de journalisme se font, pour les « meilleurs », à Science-Po. Un nid de wokisme et d'islamo-gauchisme infecté de bobos, de gosses de riches, de « fils et filles de... ».

— La plupart de ces journalistes sont Francs-Maçons !

Qu'ils crèvent la gueule ouverte : ils sont dévorés par leur propre créature.

Évidemment je ne peux qu'approuver les propos de cet ami ; un autre journaliste de mes connaissances, rédacteur en chef d'une édition locale d'un grand quotidien régional, n'ayant pas accepté la ligne éditoriale imposée par la nouvelle direction, démissionna. Le journalisme d'information, pour lui, fut terminé. Il devint rédacteur du bulletin de la Chambre de commerce locale jusqu'à la retraite. La grande presse a connu dans les quarante dernières années une incroyable concentration de titres, au point d'être aujourd'hui détenue par une poignée d'oligarques : qu'on ne se fasse aucune illusion, la multiplicité apparente des nombreux titres

locaux existant encore ou nouvellement créés, appartiennent tous à des groupes de presse ; cette multiplicité n'est qu'apparence pour cacher un faux pluralisme entretenu par la grande presse généraliste. Ce ne sont plus des journaux, ce sont des porte-voix : ils répercutent la même propagande unique débitée par l'Agence France Presse ou les grands quotidiens sur lesquels ils sont adossés. Je rappelle pour l'anecdote qu'une grande partie de la presse contemporaine a été refondée, à la suite de la Seconde Guerre mondiale, sur l'esprit de la « Résistance » et le vol des journaux dits « collabos », certains titres reparaissant avec le mot « libéré » ajouté au titre. Avant de connaître les vagues de concentration que l'on connaît aujourd'hui.

Autrement dit, les journaux de journalistes indépendants, quelle que soit leur couleur politique, n'existent plus. Le journaliste est devenu un agent de propagande finale, je veux dire celui qui atteint en dernier le citoyen de base, c'est-à-dire un militant, voire dans le pire des cas un commissaire politique. La presse est devenue un terrain de jeu réservé aux puissances d'argent, et nul n'est admis dans ce cercle étroit s'il ne s'incline d'abord devant le Veau d'Or.

Que des journaux (je rappelle que pour un vrai journaliste, je journalisme, c'est la presse écrite) supportent des opinions politiques diverses, c'est normal ; ce qui l'est moins c'est quand ces journaux, au-delà du fait divers et de la presse spécialisée, disent tous la même chose et criminalisent leurs confrères qui ne sont pas politiquement corrects. Là, en effet, on n'est plus dans le journalisme proprement dit, mais dans l'action militante voire la propagande totalitaire.

Je suis d'ailleurs très surpris qu'il faille autant d'études préalables pour pratiquer le métier. Qu'un jeune débutant entre dans la vie professionnelle par la pratique de stages lui permettant d'apprendre sur le tas, cela me paraît normal et sain : après tout, dans de nombreux métiers artisanaux, quels qu'ils soient, il faut sept à dix ans pour former un bon ouvrier ; par contre, que l'étudiant journaliste fasse cinq ans d'études préalables, certes, ce n'est pas inutile pour certaines disciplines spécialisées ou à titre personnel, mais cela ne garantit pas la formation du véritable journaliste. J'ai toujours en tête cette expression de journalistes disant qu'ils avaient appris le métier « sur le marbre ». Je me souviens également que le directeur de feu le quotidien national-catholique Présent, version Madiran, n'hésitait pas à dire qu'apprendre le journalisme à l'école, c'est comme apprendre à nager par correspondance. En vérité, le journaliste est celui qui porte les faits à la connaissance de l'individu lambda, décrit le contexte et l'explique en faisant intervenir le spécialiste, le connaissant, le sachant ; il est le généraliste qui interroge les spécialistes. Pour certains, qui ont en haute estime leur profession, le journalisme est plus qu'un métier, plus qu'une profession ; c'est une vocation, un sacerdoce, comme être prêtre, médecin, professeur... Pour d'autres, la vocation, c'est être dépourvu de conscience professionnelle, c'est se vendre au plus offrant, c'est être un renégat de papier sans honneur, sans dignité.

Je précise bien, je l'ai déjà dit et le répète, intervenant à propos de cette profession, je ne suis pas journaliste. Nous sommes rédacteurs, mais n'avons pas la même formation ni les mêmes objectifs, ni même la même façon d'aborder l'écriture ; par exemple, pour un journaliste, la phrase basique c'est : sujet, verbe, complément ; pour ma part, je mets des « qui » et des « que » partout ; je veux dire que je place des relatifs et des circonstanciels dans mes phrases que j'assaisonne de conjoncturels, ces amis perdus, jamais retrouvés, qu'on appelle « mais ou est donc or ni car » Autrement dit, je travaille sur le fond à partir de faits parfois des plus banals pour rédiger mes chroniques ou un ouvrage politique, de philosophie, alors que le journaliste vise à être le plus factuel possible en exposant les faits et les circonstance objectivement, ce qui ne l'empêche pas d'avoir son point de vue.

Et c'est là qu'on en arrive à ce qu'il ressort de la « Liberté d'expression » et à la validité sémantique de cette expression. Car il est difficile de parler de liberté d'expression dans un pays, la France, où, depuis quelques décennies, tout est actuellement fait pour censurer les gens qui ne sont pas politiquement corrects, étant visés en particulier les patriotes nationalistes et la tradition catholique. On ne compte plus, depuis la loi Pleven du 1^{er} juillet 1972 sur l'antiracisme, la loi mère de tous les interdits qui vont suivre dans le cours de ces cinquante dernières années à travers l'accumulation obsessionnelle de lois, décrets, circulaires rognant petit à petit l'espace de la liberté d'expression (cette liberté fatalement liée à la liberté de réunion, et de fait on censure les deux), avec pour corollaire d'imposer l'interdit absolu d'aborder, hors la doxa officielle, nombre de sujets concernant les Français touchés au plus profond de leur vie personnelle et communautaire : l'insécurité générale, l'invasion migratoire, la défense de l'identité nationale, les impérities de l'État républicain, la foi catholique, etc.

Pourtant, le régime républicain est friand de grandes déclarations pompeuses et autres professions de foi ronflantes, pétaradantes, débitées au nom de la liberté, dont la première, la devise républicaine, bouquet délétère de la plus parfaite hypocrisie : Liberté, Égalité, Fraternité qui pourrait s'interpréter ainsi : aliénation, répression, humiliation contre tous ceux qui ne pensent pas comme nous.

1. Ainsi la loi de 1881 sur la presse énonce dans son article premier : « *L'imprimerie et la librairie sont libres* ». Pour aussitôt débiter 70 articles de loi et leurs alinéas posant les limites de la liberté d'expression avec en prime une rincée d'interdits adoubs au Code pénal. Certes, si l'on peut admettre que tout ne peut être dit, et il n'est pas difficile d'en délimiter le champ d'exclusion, de là à proclamer que l'imprimerie et la librairie sont libres et faire un usage aussi abusif et intensif de la répression pénaliste, il y a un gouffre.

2. L'article 11 de la déclaration dite des Droits de l'homme et du citoyen énonce que « *La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme : tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.* » D'accord, mais cet article 11, il est fait pour les chiens ? Où commencent et où s'arrêtent les abus et leurs déterminants ? En fait, par principe il n'y a jamais abus de liberté : c'est un non-sens ; par contre l'irresponsabilité et l'arbitraire tuent plus sûrement la liberté (et les hommes) que son abus.

3. Dans son article 2, la Constitution (un véritable pensum totalement superfétatoire) dispose que le *principe* de la République est « *le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.* » C'est beau comme l'antique ! La vérité est que beaucoup de Français comprennent plutôt que la République est le gouvernement des banquiers cosmopolites et apatrides, par des voyous internationaux sans-frontières, unis contre les peuples français et européens.

4. Revenons à l'article 2 de la Déclaration de 1789. Cet article stipule expressément que « *Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.* » Nonobstant que je rejette la notion de « droits naturels » auxquels j'oppose l'ordre naturel (les droits naturels sont de mains d'hommes, donc ils ne sont pas naturels), ce qu'il faut retenir c'est la résistance à l'oppression, surtout à l'oppression que pratiquent les gouvernement socialo-communistes qui fossoient la France depuis plus de quarante ans. La privation des libertés fondamentales pour les patriotes antirépublicains (liberté d'expression et liberté de réunion) qui s'expriment librement et subissent les assauts du pouvoir républicain par le biais du ministère de l'Intérieur et des préfets, particulièrement sous les Présidences Sarkozy, Hollande, Macron,

montrent que ces gens n'ont que mépris pour l'idéologie dont ils se réclament, et qu'au final elle ne leur sert qu'à tromper le peuple pour accéder au pouvoir, et, une fois dans les lieux, tout faire pour le garder au sein d'un entre-soi exclusif de tous ceux qui menacent de les en expulser.

Dès lors, la liberté d'expression et la liberté de la presse n'existent que pour ceux qui ont les moyens de les accaparer par le pouvoir de l'argent ; la politique n'est plus une question de vision de la vie, de la compréhension du monde, mais une simple opération d'intérêt personnel ; accepter de concentrer la presse entre les mains d'une poignée d'oligarques, c'est leur permettre de garder l'argent et le pouvoir une fois qu'ils les ont acquis. Leur compréhension de la vie étant limitée et même bornée par leur soif de posséder, la liberté d'expression n'a plus de sens pour eux ; du coup n'existe plus que la matraque, c'est-à-dire s'imposer et se maintenir par le classique diptyque oppression-répression s'abattant sur tout citoyen récalcitrant exprimant son désaccord ou refusant de se soumettre.

Le tableau ci-dessous (source : data.gouv.fr, 2021) donne un bel aperçu de la collusion incestueuse qui existe entre la presse en général et l'État républicain en particulier. On ne se gêne pas, on ne se prive pas, on tape dans la caisse, on fouille les poches du contribuable, l'éternelle vache-à-lait. L'un des critères de sélection qui se veut des plus démocratiques pour être éligible aux aides de l'État, comme ils disent, est fondé sur le respect du pluralisme. Un pluralisme dont est exclue plus de 50% de la population française qui pense mal.

AUJOURD'HUI EN FRANCE (Arnault)	11 897 125
LE FIGARO - et suppléments (Dassault)	7 724 475
LIBÉRATION [sic]	6 708 693
LE MONDE (NJJ - Niel)	5 964 127
L'HUMANITÉ [sic]	5 119 446
LA CROIX	4 959 410
LE JOURNAL DU DIMANCHE (Bolloré)	1 923 648
LE PARISIEN / leparisien.fr (Arnault)	1 623 113
Total des 435 publications ayant bénéficié des aides de l'État à la Presse :	
91 544 202 millions d'euros (M€)	

On notera plusieurs éléments. Précisons bien qu'il s'agit de la presse privée subventionnée et non de la presse d'État (la voix de son maître), par exemple l'AFP ou France Télévisions.

1) Le vainqueur décrochant la timbale est le milliardaire Bernard Arnaud pour le groupe *Le Parisien/Les Échos* : 13,5 millions d'euros ; l'homme que l'on dit le plus riche du monde n'hésite pas, toute honte bue, à tendre la sébile à l'État français pour maintenir à flot un groupe de presse auquel il ne connaît rien, comme la plupart des oligarques d'ailleurs. Je considère que ce monsieur n'est pas un industriel, mais un agrégateur de marques de luxe françaises. Il n'a rien créé sinon l'imposant groupe de luxe dont il est le PDG, au prix de quelques coups tordus qu'il est de bon ton d'oublier et de mettre sous le tapis. C'est un spéculateur que je définirais plutôt banquier d'une holding, que véritablement un chef d'entreprise digne de ce nom.

2) Sur les 435 publications, la presse gauchiste est ultra dominante. Et si la plupart des journaux de gauche n'avaient pas le soutien de l'État républicain, lui-même fondamentalement gauchiste, ils n'existeraient plus. Ils sont subventionnés au titre du pluralisme de la presse. Et la plupart du temps, soutenus avec l'argent public, c'est-à-dire l'argent provenant des poches

de gens qui ne lisent pas leurs journaux. On notera ce scandale que le quotidien le plus subventionné, le plus arrosé d'argent public en proportion de ses ventes, est le journal bolchevique *L'Humanité*. Non seulement le titre est un mensonge, tout comme ceux de *Libération* et de *La Croix*, mais en plus, il est le dernier avatar du stalinisme, le dernier résidu de la plus grande utopie meurtrière de tous les temps. En plus il détourne le mot « humanité » à son profit comme s'il en était l'unique détenteur, se définissant comme la voix légitime s'exprimant au nom de la communauté humaine, tout en essayant de faire passer le communisme pour un humanisme. Et vous comprenez pourquoi j'affirme régulièrement que toute personne se disant « humaniste », ce qui ne veut rien dire, est un communiste camouflé.

D'autre part, il semble que certains quotidiens aient touché des aides bien supérieures à leur audience potentielle comme *Le Journal de la Haute-Marne* (1,2 M€) ou *La République des Pyrénées* (1,2 M€) ; *L'Opinion*, quotidien néolibéral national, à peine visible dans le panorama de la presse (2,1 M€) ; ce qui montre que certains quotidiens connaissant, à un moment ou à l'autre, des déficits chroniques, se retrouvent à toucher des subventions qui ne sont plus des aides mais de véritables recapitalisations. Il est vrai que là encore, le quotidien *L'Humanité*, toujours lui, fait montre de pionnier en la matière, puisqu'en 2002 l'État lui effacera une dette de 4 M€. À partir de la chute du Mur de Berlin (1989) et la décente aux enfers du communisme (fin du soutien de l'Union Soviétique au PCF, la vente du muguet le 1^{er} Mai ne suffisant plus !), l'État républicain ne cessera de porter l'Huma à bouts de bras, jusqu'à lui racheter 12 M€ son siège historique de Saint-Denis que personne ne voulait occuper (actuellement réhabilité, toujours par l'État, à hauteur de 40 M€). En 2023, *L'Humanité* ne tirait plus qu'à 35000 exemplaires. Autre champion à la course aux subventions et recapitalisations permanentes privées comme publiques, et cela depuis sa naissance en 1973, le quotidien *Libération* qui diffuse à 93000 exemplaires, chiffre probablement cumulé avec les abonnements numériques.

3) Le subventionnement à gros bouillons de la grosse presse française, fait dire que les journalistes privés de la presse dite *mainstream* sont de quasi fonctionnaires. Du même coup, selon le dicton qui veut que le chien ne morde pas la main qui lui donne à manger, ils contentent à la fois l'État et les oligarques. Cependant pour moi, mais pardon, un journaliste de presse généraliste qui est fonctionnaire, même quasi, n'est pas un journaliste mais un commissaire politique.

S'il est encore un aspect de la liberté d'expression qui mérite d'être examiné, c'est d'autoriser, justement parce qu'elle est liberté, le débat, la contradiction, la confrontation des idées. Et c'est là qu'on comprend que dans la grande presse oligarchique, tout est verrouillé, tout comme dans la presse d'État. Il n'est pas question de débattre avec le diable, avec ceux qui sont marqués au fer rouge de l'interdit. Il n'est pas question d'ouvrir la voie à la concurrence des idées. On reste prudemment entre soi, sinon on risque de donner raison à nos adversaires politiques quand ce ne sont pas nos ennemis tout court ; de toutes façons la question de la Vérité ne se pose pas, puisque nous, puissances d'argent, nous l'incarbons à travers le culte du Veau d'Or. Nous n'avons pas de scrupules à avoir ni de culpabilités à assumer ; donc, circulez, il n'y a rien à voir.

S'il est vrai, pour reprendre l'expression de notre ami, que la liberté d'expression n'a jamais existé — et la prétendue Révolution française n'y a rien changé, bien au contraire —, la censure s'est abattue comme jamais sur les journalistes politiquement « incorrects ». Nous sommes loin de la fameuse charte de Munich. On parle de la presse comme du quatrième pouvoir ; c'est en ce sens qu'elle n'a jamais été un pouvoir ; elle est devenue, ou redevenue aujourd'hui, sous l'ère Macron, ce qu'elle a toujours été d'une façon ou d'une autre : un instrument de pouvoir

des plus féroces. Il est important de ne pas confondre pouvoir et instrument de pouvoir. Ce sont les journalistes qui se sont abusés eux-mêmes sur le sens à donner et l'importance qu'ils se sont octroyé de faire et défaire les réputations : la presse n'est qu'un instrument de deux opposés possibles : la liberté ou le pouvoir ; et l'histoire nous montre que l'on passe de l'un à l'autre, sans se sentir trop gêné par les troubles de conscience.

Les écoles de journalisme, si cela existe, ne sont que des entreprises de formatage des esprits, d'ailleurs comme l'école, l'Université, les dites Grandes écoles, ou comment faire de bons citoyens républicains obéissants, correctement matricés. Comme les politiques, les journalistes se vendent ou s'achètent comme du pain pas frais. La question n'est plus de se demander si un journaliste libre cela existe ou n'existe pas, c'est de se demander si aujourd'hui être journaliste, sous l'ère Macron, c'est, comme le formule le polémiste Alain Soral, faire le tapin ou être chômeur. *(Avril 2024)*
